

# la Vérité

## ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 1. — 13 Septembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

### Déclaration

Notre publication est destinée aux ouvriers d'avant-garde. Nous n'avons pas d'autre tâche que celle de libérer la classe ouvrière. Nous ne voyons pas, pour y arriver, d'autre voie que celle du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'établissement de la dictature du prolétariat.

L'Etat démocratique contemporain est l'instrument de la domination bourgeoise. Le système démocratique a pour but d'assurer la domination du capital. D'autant moins cette domination est assurée par les moyens normaux de la démocratie, d'autant plus elle a recours à la violence.

Les socialistes français continuent à ressasser qu'ils vont réaliser le socialisme par les moyens de la démocratie. Mais nous avons vu et nous voyons les social-démocrates au pouvoir. En Allemagne, ils ont fusillé le 30 janvier dernier 27 ouvriers parce que l'avant-garde du prolétariat berlinois avait

voulu descendre dans la rue le jour de la grande démonstration prolétarienne fixée au Congrès constitutif de la IIe Internationale. En Angleterre, les travaillistes rampent non seulement devant le capital, mais devant la monarchie et commencent la « démocratisation » du pays, non par la liquidation de la Chambre des lords, mais par l'élévation de ce vieux fabien de Webb à des dignités bouffonnes.

L'appréciation marxiste de la démocratie est entièrement justifiée par l'expérience. La social-démocratie au pouvoir ne signifie même pas que des réformes vont être réalisées. Quand la bourgeoisie se sent obligée de consentir à une réforme sociale, elle le fait elle-même, sans céder cet honneur à la social-démocratie. Lorsqu'elle permet aux socialistes de la servir, elle les prive même de l'argent de poche nécessaire à couvrir les dépenses d'une activité réformatrice.

La différence entre notre époque et celle d'avant-guerre s'est reflétée, politiquement, de la façon la plus nette dans la destinée de la social-démocratie. Jusqu'à la guerre, celle-ci s'est trouvée en opposition avec l'Etat bourgeois. Mais maintenant elle est son plus ferme soutien. En Angleterre et en Allemagne, la persistance de la domination capitaliste ne serait pas possible sans la social-démocratie. S'il est absurde d'identifier la social-démocratie au fascisme, comme le fait souvent la direction actuelle de l'Internationale communiste, indiscutable cependant reste l'idée que la social-démocratie et le fascisme représentent des instruments, distincts et opposés sur certains points, qui, dans des périodes différentes, servent, en dernier lieu, au même but : le maintien de la bourgeoisie dans l'époque impérialiste.

L'expérience du renversement révolutionnaire de la domination bourgeoise a été réalisée en 1917 en Russie par le parti bolchévique. La Révolution d'octobre est le fait le plus grandiose du mouvement ouvrier mondial et elle restera comme un des plus grands événements de l'histoire humaine en général. Nous nous plaçons résolument et sans réserve sur la base de la Révolution d'octobre : c'est notre révolution.

La Révolution de février avait montré que la démocratie, à peine issue de la révolution, accable de représailles impitoyables les ouvriers dès qu'ils commencent à menacer la propriété privée. D'autre part, la Révolution d'octobre a montré que, même dans un pays arriéré où la population paysanne constitue une majorité écrasante, le prolétariat peut s'emparer du pouvoir en rassemblant autour de lui les masses opprimées. Cette leçon historique fut donnée au prolétariat international par le parti bolchévique sous la direction de Lénine. La politique bolchévique dans la Révolution d'octobre est l'application suprême de la méthode marxiste. Elle marque le nouveau point de départ de la classe ouvrière dans sa marche en avant.

#### Rêves et réalité d'après-guerre

Ras à pas la France sort de l'ivresse de la victoire. Les fantômes s'enfuient. Les es-

poirs fantastiques s'évanouissent. Le monde sévère demeure. Le rêve orgueilleux du capital français : dominer l'Europe, et par l'Europe le monde, est anéanti. Pendant les premières années d'après-guerre, les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique estimaient encore nécessaire de flatter l'orgueil national de la bourgeoisie française en lui donnant, de temps en temps, une satisfaction décorative. Mais ce temps est passé. La bourgeoisie américaine a mesuré depuis l'étendue de la chute de l'Europe et a cessé de se gêner avec elle. La bourgeoisie anglaise, traitée sans ménagement par les Américains, passe de plus en plus ouvertement sa mauvaise humeur sur la France. La situation de la bourgeoisie anglaise se caractérise par la contradiction entre ses traditions de domination mondiale et la baisse de son importance dans l'économie mondiale. La bourgeoisie française n'a pas de telles traditions de puissance. La paix de Versailles, c'est la fantaisie délirante d'un petit-bourgeois parvenu. Pour un rôle mondial, la base matérielle de la France est absolument insuffisante par rapport à la mesure contemporaine, c'est-à-dire américaine.

La croissance sérieuse de l'outillage industriel français est un fait incontestable, ainsi que la rationalisation des procédés industriels. Mais précisément cette croissance met la bourgeoisie française en face du problème du marché mondial d'une façon toujours plus pressante. Il ne s'agit plus de l'occupation de la Sarre ou de la Ruhr, mais de la place de l'impérialisme français dans le monde. A la première épreuve importante l'insuffisance de l'impérialisme français se manifesterait : population trop restreinte, territoires trop limités, trop grande dépendance à l'égard des voisins, trop lourd fardeau des dettes et plus lourd fardeau encore du militarisme. Nous n'entreprenons pas de fixer ici les délais des futurs et inévitables échecs, des reculs et des défaites de l'impérialisme français. Mais nous les prévoyons et nous ne doutons pas qu'ils provoqueront des crises intérieures et des secousses. Dans des discours pathétiques on peut opérer avec des quantités fictives, mais dans la réalité politique du monde, les so-

phismes de Poincaré, le pathos de Franklin-Bouillon ou l'éloquence de Briand sonnent comme un pitoyable glapissement. L'Amérique dit : Paix ! L'Angleterre dit : Paix ! Snowden, l'interprète travailliste de la City, trouve dans son vocabulaire les expressions les plus grossières à l'égard de la France.

L'Internationale communiste avait prévu ce dénouement à l'époque où elle possédait une direction capable de comprendre le sens du développement des faits et de prévoir les lendemains. En 1920 déjà, quand l'hégémonie de la France victorieuse paraissait indiscutable, le manifeste du 2e Congrès de l'Internationale communiste disait : « Abrutie par les vapeurs chauvines de la victoire qu'elle a gagnée pour les autres, la France bourgeoise s'imaginerait qu'elle est la dominatrice de l'Europe. En fait, jamais encore la France ne s'est trouvée, dans les fondements mêmes de son existence, réduite à une telle dépendance de la part des plus forts, l'Angleterre et l'Amérique, que maintenant. La France prescrit à la Belgique un certain programme économique et militaire. Mais la France elle-même joue envers l'Angleterre et les Etats-Unis le rôle d'une Belgique

plus étendue. »

La décade d'après-guerre a été en France plus paisible que dans la majorité des autres pays d'Europe. Mais ce n'était qu'un moratorium reposant sur l'inflation. L'inflation régnait partout : dans les changes, dans les budgets, dans les systèmes militaires, dans les plans diplomatiques et dans les appétits impérialistes. La grande réforme monétaire de Poincaré n'a fait que dévoiler ce secret : le vin de la bourgeoisie française est pour les quatre cinquièmes mouillé d'eau. Le moratorium expire. Il faut payer les stocks américains, il faut payer l'amitié des puissants de ce monde, il faut payer les cadavres des ouvriers et des paysans français. La France entre dans l'ère des règlements. Mais la note la plus longue lui sera présentée par le prolétariat français.

#### La crise du Parti communiste

L'époque de la crise dans la situation mondiale de la bourgeoisie française, et par conséquent aussi dans sa situation intérieure, qui s'ouvre maintenant coïncide cependant avec la crise profonde du Parti communiste français. Les premiers pas du parti avaient été pleins de promesses. La direction de l'Internationale communiste unissait alors la perspicacité révolutionnaire et l'audace à l'attention la plus profonde aux particularités concrètes de chaque pays. C'est seulement sur cette voie que le succès en général était possible. Les changements de direction dans l'Union soviétique qui se sont produits sous la pression des forces de classes se sont répercutés perniciosement sur la vie de toute l'Internationale communiste, le parti français y compris. La continuité du développement et de l'expérience fut mécaniquement rompue. Ceux qui, à l'époque de Lénine, dirigeaient le Parti communiste français et l'Internationale communiste furent non seulement écartés de la direction, mais exclus du parti. On n'admit plus à la direction que ceux qui montraient assez d'empressement à reproduire tous les zigzags de la direction de Moscou.

Le cours ultra-gauche de Zinoviev en 1924-25 signifiait le remplacement de l'ana-



lyse marxiste par la phrase lapageuse, l'accumulation des fautes et la transformation du centralisme démocratique en sa caricature quasi policière. Après la direction d'ultra-gauche, qui avait fait faillite, des employés dociles et sans personnalité ont assuré la relève. Ce sont eux qui ont mis le cap sur Tchang Kai Chek et sur Purcell, tandis que, dans les affaires intérieures, ils se traînaient à la suite des réformistes. Et quand la fraction stalinienne, sous la pression du danger croissant de droite et le fouet de la critique de l'opposition, s'est trouvée obligée d'accomplir son zigzag à gauche, il n'y eut même pas besoin de changer l'équipe de la direction française : les hommes qui n'avaient fait que suivre la politique semi-social-démocrate de 1926-27 se transformèrent avec la même facilité en politiciens d'aventures. La journée du 1er août en donne un témoignage éclatant. En Chine, en Allemagne et dans d'autres pays, la politique d'aventures a déjà conduit à des catastrophes sanglantes. En France elle n'a été marquée jusqu'à présent que par des fiascos dérisoires. Mais si le ridicule peut tuer quelque chose c'est avant tout un parti révolutionnaire.

#### Un grand danger

*Le danger, comme nous l'avons dit, consiste en ce qu'une nouvelle crise du capitalisme en France peut surprendre l'avant-garde du prolétariat français. Le danger consiste en ce que l'on peut laisser passer des situations favorables l'une après l'autre, comme cela s'est vu maintes fois dans différents pays après la guerre. Notre tâche est de prévenir ce danger par l'appel instant et répété à la conscience de classe et à la volonté révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne.*

Nous ne songeons point à atténuer le fait qu'entre le parti tel qu'il devrait être et tel qu'il est la distance est énorme. Et même sur certains points il y a opposition complète. Nous avons déjà donné une brève appréciation du Parti communiste français. Les résultats lamentables de sa politique sautent aux yeux : brèche de prestige, décroissance

des effectifs et affaiblissement de l'activité. Mais nous sommes aussi éloignés de faire une croix sur le parti et de passer outre.

Le parti officiel englobe maintenant deux ou trois dizaines de milliers de membres. Il dirige - funestement - la C.G.T.U. qui compte environ 300.000 membres. Aux dernières élections le parti a obtenu plus d'un million de voix. Ces chiffres donnent un tableau non de la croissance du parti, mais plutôt de sa décadence. Ils témoignent en même temps que le parti formé dans les remous de la guerre, sous l'influence de la Révolution d'octobre, englobe encore, malgré les fautes inconcevables de sa direction, une partie imposante de l'avant-garde prolétarienne. Dans ce fait nous voyons avant tout l'expression indiscutable du besoin impérieux que ressent le prolétariat d'une direction révolutionnaire.

Nous ne sommes ni hostiles ni indifférents à l'égard du Parti communiste. Non, certes, par sympathie pour ses fonctionnaires. Mais il y a dans le parti des ouvriers courageux, prêts à tous les sacrifices : ce sont eux que nous voulons aider dans l'élaboration d'une ligne politique juste, dans l'établissement d'un régime intérieur sain et d'une bonne direction communiste. De plus, autour du parti sont disséminés des dizaines de milliers de communistes ou simplement des ouvriers révolutionnaires qui sont prêts à devenir communistes mais qui sont repoussés par la politique de l'impuissance, des convulsions, des cabrioles, des luttes de clans et des petites révolutions de palais. Une des tâches essentielles de l'opposition communiste c'est d'empêcher que l'indignation justifiée contre une direction néfaste n'aboutisse à une désillusion à l'égard du communisme et de la révolution en général. On ne peut y parvenir qu'en développant l'appréciation marxiste des faits et en fixant une juste tactique, d'après les données de la situation elle-même.

#### Parti et syndicats

La politique qui transforme les syndicats en seconde édition à peine augmentée du

parti ou fait d'eux son appendice, n'est que sottise et crime. Il est tout à fait légitime qu'un parti ouvrier révolutionnaire cherche à conquérir une influence dans les organisations syndicales. Sinon il se condamnerait à un vain bavardage soi-disant révolutionnaire. Mais il doit le faire par des méthodes qui découlent de la nature même des syndicats et concourent à les renforcer en amenant à eux des éléments nouveaux, en accroissant les effectifs, en contribuant à élaborer de bonnes méthodes de lutte contre le patronat. L'ouvrier voit d'abord dans le syndicat un instrument de défense contre l'exploitation patronale qu'il subit. Pour l'amener au syndicat, il y retient et l'entraîne plus loin ensuite, en développant chez lui la conscience de classe, il faut d'abord que la direction syndicale se montre capable de le bien défendre dans le domaine des revendications immédiates : salaires, journée de huit heures, vexations ou brutalités de la part des patrons et de leurs auxiliaires, formes variées de la rationalisation capitaliste. La méthode qui consiste à ne donner aux ouvriers en grève, pour toute pâture, que d'ennuyeux discours sur l'« imminence » de la guerre ne peut avoir, dans tous les domaines, pour les ouvriers comme pour le parti et pour la C.G.T.U., que des conséquences désastreuses. Elle révèle une incompréhension absolue du travail à accomplir en s'imaginant qu'on peut atteindre tout de suite un but auquel on ne peut parvenir que par de longs et tenaces efforts.

Le résultat, c'est le tableau que nous avons sous les yeux. Dans la mesure où le Parti communiste étend son influence sur une organisation, cette organisation s'affaiblit. Le Parti communiste a conquis l'A. R. A. C. Mais, quand il l'eut conquis, elle était moribonde. Il en est de même avec la C.G.T.U. Certes, celle-ci est plus résistante, elle a heureusement la vie dure et une mauvaise politique ne peut suffire à la détruire. Mais ce qu'on peut bien faire, c'est réduire ses effectifs, démoraliser ses membres, les rendre méfiants à l'égard d'une direction qui se trompe sans cesse

cesse recommence, et c'est précisément ce qu'a fait le Parti communiste au cours de ces dernières années.

La conséquence de tous ces zigzags c'est que les notions les plus claires et les plus justes sont maintenant obscurcies. On n'a pas avancé vers la solution de fait d'une question importante. On a même perdu beaucoup de terrain. Mais la question demeure. La résoudre, sans se rappeler les fautes essentielles de la Commune et sans tenir compte de l'immense expérience de la Révolution russe, c'est se priver des données les plus certaines et préparer de nouveaux désastres.

#### Trois tendances dans l'Internationale

Notre attitude à l'égard de l'Internationale communiste est basée sur les mêmes principes que notre attitude à l'égard du Parti communiste français.

Depuis la fin de 1923, l'Internationale communiste a vécu et vit sous le canon d'un revolver, dont la crosse fut tenue successivement par l'appareil de Zinoviev, puis de Staline. Tout le monde fut obligé de penser, de parler et surtout de voter « monolithiquement ». Cette destruction de la vie des idées se venge maintenant sévèrement par la croissance des fractions et des groupements. Quant aux tendances fondamentales, nous croyons qu'on peut les caractériser ainsi :

La gauche communiste exprime les intérêts historiques du prolétariat. Par suite des défaits du prolétariat, du reflux révolutionnaire, de la stabilisation bourgeoise et des « victoires » bureaucratiques, la gauche n'est de nouveau qu'une minorité qui lutte contre le courant, comme elle le fit pendant la guerre.

La tendance de droite dans le communisme tend, consciemment ou non, à prendre la place qu'occupait la social-démocratie d'avant-guerre, c'est-à-dire celle de l'opposition réformiste à la société capitaliste, tandis que la social-démocratie elle-même est devenue, non par hasard, un des partis dirigeants de la bourgeoisie. Il est

certain que la droite ne pourra rester longtemps sur cette position. Dans notre époque impérialiste, qui pose toutes les questions d'une manière aiguë, la droite accomplira son évolution vers la bourgeoisie incomparablement plus vite que ne l'a fait la social-démocratie.

Le troisième courant, le centrisme, tient une position intermédiaire et se caractérise par une politique d'hésitations entre la ligne révolutionnaire prolétarienne et la ligne nationale réformiste et petite bourgeoisie. Le centrisme est maintenant la tendance dirigeante au sein du communisme officiel. Cela s'explique par des raisons historiques comme par le caractère de la période dans laquelle nous vivons. Le centrisme en U.R.S.S. représente la forme la plus naturelle du glissement du bolchevisme vers le national-réformisme. Le règne du centrisme est un symptôme politique, car bien que Thermidor ait sérieusement entamé la dictature du prolétariat, il est loin de l'avoir détruite. Le pouvoir n'est pas passé aux mains de la bourgeoisie et il ne pourra y passer sans de violentes batailles de classes. Les ultra-gauchistes qui écrivent à la légère que Thermidor est consommé ne font qu'aider la bourgeoisie à désarmer le prolétariat.

De tout cela découle clairement la position que nous occupons vis-à-vis de la Révolution d'octobre et de l'Etat qui en est sorti. Nous ne permettrons pas aux ronds-de-cuir de nous sermonner sur la nécessité de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme. Mais la défense communiste de l'Union soviétique suppose aussi avant tout la défense de la dictature du prolétariat contre la politique radicalement fautive de la direction stalinienne. A la question de la défense de l'Union soviétique, nous répondons avec nos camarades russes : Pour la République soviétique ? Oui. Pour la bureaucratie stalinienne ? Non.

#### Le socialisme dans un seul pays

Nous sommes internationalistes. Ce n'est pas là pour nous une phrase conventionnelle, c'est le sens même de nos convictions. La libération du prolétariat n'est possible que par la révolution internationale, dans laquelle les révolutions nationales entreront comme des anneaux successifs. L'organisation de la production et de l'échange a déjà un caractère mondial. Le socialisme national n'est possible ni économiquement, ni politiquement.

Nous repoussons la théorie de Staline du socialisme dans un seul pays comme une utopie réactionnaire et petite-bourgeoise qui même incontestablement au patriotisme petit-bourgeois.

Nous repoussons radicalement le programme de l'Internationale communiste adopté par le sixième Congrès comme contradictoire, écectique, et principalement parce qu'il adopte le principe, fondamentalement hostile à l'internationalisme, du socialisme dans un seul pays.

La gauche communiste est dès maintenant un courant international. Nous nous proposons comme but prochain de nous grouper en fraction internationale sur la base de la communauté des idées, des méthodes et des tactiques.

Nous considérons l'opposition russe comme la continuelle directe du parti bolchevik et comme l'héritière de la Révolution d'octobre. Nous sommes solidaires des idées principales de l'opposition russe telles qu'elles sont exprimées dans ses documents et traduites par ses actions. Nous sommes liés par une solidarité indestructible aux camarades de l'opposition qui sont bannis, déportés ou emprisonnés par la bureaucratie stalinienne.

La solidarité avec l'opposition russe n'a rien de commun cependant avec la répétition de ses faits et gestes. Sur le sol français, dans les cadres de la république capitaliste, nous voulons servir la même cause que celle que sert l'opposition russe sur le sol soviétique. Les méthodes du commandement bureaucratique ne sont ni tolérables, ni réalisables dans l'opposition. Nous sommes des partisans du centralisme, condition élémentaire de l'action révolutionnaire. Mais le centralisme doit répondre à la situation réel-



le du mouvement et il doit s'appuyer sur la vraie indépendance et la responsabilité politique de chaque organisation communiste, et, d'autant plus, de chaque section nationale.

**Appel aux jeunes**

Le travail qui nous attend n'est pas le travail d'un mois ni d'une année. Il faut éduquer et tremper une nouvelle génération révolutionnaire. Les difficultés intérieures et extérieures ne nous manqueront pas. Aux yeux de beaucoup, la voie de la formation d'un vrai cadre révolutionnaire prolétarien paraît trop longue. Il y aura des hésitations, des désertions. Pour assurer par avance la continuité révolutionnaire, il faut s'adresser, dès le début, à la jeunesse. L'affaiblissement des organisations officielles de la jeunesse communiste est le symptôme le plus menaçant pour l'avenir du parti. L'opposition communiste se fraiera un chemin vers la jeunesse prolétarienne, c'est-à-dire vers la victoire.

Pour choisir la voie juste, il ne suffit pas d'avoir une boussole, il faut connaître la région ou avoir une bonne carte. Sinon, même avec la boussole, on peut s'embourber dans un marais infranchissable. Pour mener une politique juste, il ne suffit pas d'avoir des principes généraux. Il faut connaître la situation, c'est-à-dire les conditions, les faits et les rapports entre eux. Il faut les étudier attentivement et honnêtement, suivre leurs variations. Nous ne pouvons pas le faire au jour le jour — nous n'avons pas encore de quotidien. Nous le ferons de semaine en semaine. Que les faits soient agréables ou non, seuls des politiciens peuvent fermer les yeux devant eux. Ce n'est pas par hasard que nous avons appelé notre hebdomadaire *la Vérité*.

La gauche communiste est divisée en France en divers groupements. Ce fait lui-même tient à ce que l'opposition française — et nous ne nous excluons pas de cette critique, — s'est trop attachée au stade préparatoire sans entrer dans la voie de l'action politique auprès des ouvriers. Il faut dire nettement que si cette situation persistait, elle menacerait l'opposition de dégénérer en secte, ou plus exactement en plusieurs sectes.

Nous voulons faire de notre hebdomadaire l'organe de toute l'opposition de gauche. L'orientation du journal est suffisamment déterminée, nous l'espérons, par cette déclaration. Cela n'empêchera pas la rédaction de donner dans les colonnes du journal place à l'expression des diverses nuances de la pensée de la gauche communiste. La prévention envers tel ou tel groupement nous est tout à fait étrangère. Nous voulons assurer la possibilité du travail collectif sur une base plus large que cela n'a été fait jusqu'ici. Nous comptons fermement sur l'appui des vrais révolutionnaires prolétariens, à quelque groupement qu'ils aient appartenu hier ou qu'ils appartiennent aujourd'hui.

Mais notre espoir fondamental repose sur les ouvriers conscients liés directement à la masse. C'est pour eux que nous faisons ce journal. Nous leur disons :

« *La Vérité* est votre organe. »

**La Vérité.**

**LA VÉRITÉ**

Hebdomadaire  
de l'Opposition communiste  
45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>

Abonnement : 6 mois 13 fr.  
1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855  
Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.  
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

## 61<sup>e</sup> Congrès des Trade-Unions

Si l'on veut s'orienter aisément dans le mouvement ouvrier britannique d'après-guerre, il faut prendre comme point de repère la grève générale de 1926. Avant la grève, c'est la période du flux révolutionnaire. Après, c'est le déclin, la démoralisation, la débandade parmi les ouvriers, le retour à l'action parlementaire ; sur la défaite ouvrière, les chefs trade-unionsnistes bâtissent la nouvelle politique du « mondisme ».

La poussée révolutionnaire née de la guerre et de la Révolution russe s'est manifestée diversement selon les pays. En Angleterre, elle a été moins impétueuse qu'en Italie ou en Allemagne, mais elle a persisté plus longtemps. Dès la fin de la guerre, la puissante Fédération des mineurs adoptait un programme d'action économique et politique très audacieux, avec la volonté de lutter sans arrêt jusqu'à sa réalisation. Tantôt la victoire paraît proche, tantôt il faut reculer. Il y eut de tristes épisodes, tel le « vendredi noir », quand J. H. Thomas brisa la triple alliance ouvrière au moment où l'action s'engageait. Mais l'élan et la volonté de lutte des ouvriers n'étaient jamais anéantis, et, en 1926, ceux-ci se sentaient encore assez forts pour lancer un défi à la bourgeoisie et déclencher une grève générale qui fut une des plus « générales » qu'on ait jamais vues.

Les dirigeants du Conseil général des trade-unions étaient alors, en grande majorité, des hommes de la gauche du mouvement. Quand se dessina l'attaque concertée des propriétaires de charbonnages contre les mineurs, ils décidèrent de se solidariser avec les mineurs et de recourir, si cela était nécessaire, à la grève générale. En 1925, bourgeoisie et gouvernement conservateur eurent peur : ils reculèrent. Une année était gagnée, mais la suite des événements allait montrer qu'elle était gagnée pour la bourgeoisie et perdue pour les ouvriers.

En mai 1926, la bourgeoisie était prête. On savait qu'elle ne reculerait plus. La grève générale éclata. Il fallut alors constater, en pleine bataille, que les dirigeants du Conseil général des trade-unions n'avaient rien prévu, rien préparé. Tandis qu'à la base on était plein d'enthousiasme et d'ardeur, qu'on organisait en hâte la résistance, ce n'était au centre qu'hésitation et inertie. Le Gouvernement, mené par Churchill, frappait coup sur coup, et ces coups qu'encaissaient les ouvriers restaient sans riposte, par suite de la sottise inqualifiable de leurs chefs. Ceux-ci, effrayés par la grève qu'ils avaient appelée, ne songeaient plus qu'à la liquider. Ils fléchirent et abandonnèrent les ouvriers au moment le plus critique, comme Jouhaux flancha en 1914. La grève générale manqua son premier but qui était d'aider les mineurs. Ceux-ci furent battus et avec eux tous les ouvriers. Cette fois, la poussée révolutionnaire était brisée.

Le président du 61<sup>e</sup> Congrès des trade-unions qui vient de se tenir à Belfast, Ben Tillet, est précisément un de ces hommes de gauche dont les variations marquent les différences existant entre ces deux périodes du mouvement ouvrier d'après-guerre. En 1924, il était à Moscou et voici ce qu'il disait :

— *J'ai eu le clair sentiment que Lénine vit et qu'il vivra parce qu'il fut le chef de la première véritable révolution de la classe ouvrière qu'il a conduite à la victoire. Son nom est indissolublement lié à la grande et juste insurrection de la classe ouvrière pour le renversement de la tyrannie capitaliste et la suppression du salariat.*

Aujourd'hui, son discours inaugural au Congrès reflète la plus plate « sagesse » réformiste. Il s'extasie devant l'Amérique, dit qu'il faut l'imiter, que l'Empire britannique forme une unité économique qui a sa place à côté des États-Unis. (Cela aussi, c'est une idée empruntée à Sir Alfred Mond [lord Melchett].) La

rationalisation de l'industrie est une chose excellente, c'est la science contre la routine ; les ouvriers doivent aider les industriels qui la réalisent. Dans ce but, il faut créer un Conseil national économique où, à côté des ouvriers et des patrons, siègeront des représentants du gouvernement. C'est le « mondisme » consacré, aggravé et rendu permanent.

Cette « sage » politique ne paraît pas séduire beaucoup les ouvriers ni, en tout cas, les attirer vers l'organisation syndicale. Une nouvelle baisse de l'effectif syndical a dû être enregistrée. Cet effectif, qui, avant la guerre, se tenait autour de deux millions, a atteint son point culminant en 1920, avec 6.595.482 syndiqués. Il diminua alors régulièrement par suite de la crise économique persistante et de l'énorme chômage qu'elle entraîna ; mais en 1925, il était encore à 4.350.982, marquant une légère reprise sur l'année précédente. Pour les trois dernières années, les chiffres sont les suivants :

1927	Edimbourg	4.163.994
1928	Swansea	3.874.842
1929	Belfast	3.673.000

Le Congrès lui-même, il y a peu de chose à retenir. Un délégué a constaté publiquement qu'il « respirait l'apathie et l'indifférence ».

L'attaque contre le « mondisme » a été menée assez faiblement. On n'eut même pas besoin de voter pour repousser la motion le condamnant.

Sur toutes les questions qui intéressent directement le gouvernement : reprise des relations avec l'Union soviétique, rappel de la loi antisyndicale de 1927, de la loi réglant le travail dans les mines, comme on ne veut pas créer de difficultés aux camarades ministres, on s'est borné à voter des motions anodines.

A. J. Cook a soumis un projet de réorganisation syndicale basée sur ce principe : un syndicat par industrie. Les patrons s'organisent solidement. Il faut mettre fin aux luttes mesquines qui dressent les unions les unes contre les autres, lorsqu'elles cherchent mutuellement à se prendre des membres. Constatant que le nombre des unions augmente alors que le nombre des syndiqués diminue, il s'est écrié : « Il faut moins d'unions et plus d'unité. »

Sa proposition n'a été repoussée qu'à une faible majorité : 1.923.000 voix contre 1 million 668.000.

Le Congrès n'a pris une certaine animation que lorsqu'est venu en discussion un rapport concluant à une demande d'enquête sur les « tendances scissionnistes ». En langage plus clair, cela veut dire : exclusion des syndiqués communistes. Il est sûr que les communistes britanniques ont fait, au cours de ces dernières années, un certain nombre de bêtises dans le domaine syndical comme dans les autres. Mais en France aussi, les C. S. R. ont fait des bêtises et il n'en est pas moins évident que ceux qui ont voulu la scission et qui l'ont faite ce sont Jouhaux et ses amis. Quand Citrine, secrétaire du Conseil général, s'écrie : « Nous avons montré une grande patience à l'égard des communistes », il sait très bien que jusqu'en 1926, il n'aurait pas même pu parler d'exclusion. C'est la politique du « mondisme » qui exige les exclusions et les rend possibles.

A. ROSMER.

**POUR SAVOIR  
ce que représente  
l'Opposition communiste  
et ce qu'elle veut  
il faut lire**

**La Révolution défigurée**

par Léon TROTSKY

Un volume in-8 écu, 224 pages  
Prix : 15 francs.



## Le Conflit sino-russe et l'Opposition

Le 27 juillet, j'ai fait la réponse ci-dessous aux questions d'une agence de presse américaine :

Au sujet des relations russo-chinoises, il va sans dire que je ne puis formuler mon opinion qu'en tant que personne privée. Je ne possède pas de renseignements en dehors de ceux donnés par les journaux. Et dans ce genre d'affaires, les informations de presse sont toujours insuffisantes.

Il ne peut y avoir aucun doute que ce n'est pas le gouvernement soviétique, mais le gouvernement chinois qui a fait preuve de dispositions agressives. Le régime du chemin de fer de l'Est chinois existe depuis plusieurs années déjà. Les organisations ouvrières que les autorités chinoises ont attaquées n'existent pas d'hier non plus. Le régime actuel de l'Est chinois fut, une dernière fois, minutieusement élaboré par une commission spéciale travaillant sous ma direction. Les résolutions de cette commission ont été sanctionnées en avril 1926 et elles garantissent entièrement les intérêts chinois.

L'attitude du gouvernement chinois actuel s'explique par le fait qu'il s'est fortifié en écrasant les ouvriers et les paysans. Je ne parlerai pas des causes qui ont engendré la défaite du mouvement révolutionnaire du peuple chinois, étant donné que j'ai suffisamment éclairé ce sujet dans les travaux que j'ai déjà publiés. Comme il en est toujours, le gouvernement qui est issu de l'écrasement de la révolution se sent faible par rapport aux forces contre lesquelles la Révolution était dirigée, c'est-à-dire, avant tout, contre l'impérialisme britannique et japonais. C'est pourquoi il a été obligé de chercher à relever son autorité en se livrant à des gestes d'aventure à l'égard d'un voisin révolutionnaire.

Cette provocation, qui est sortie de l'écrasement de la Révolution chinoise, doit-elle conduire à la guerre ? Je ne le pense pas. Pourquoi ? Parce que le gouvernement soviétique ne veut pas la guerre et que le gouvernement chinois n'est pas capable de la faire.

L'armée de Tchang-Kaï-Chek a remporté des victoires de 1925 à 1927 grâce à l'élan révolutionnaire des masses. Ayant été tournée contre ces masses, l'armée s'est vue privée de la source principale de ses forces. Comme organisation purement militaire, l'armée de Tchang-Kaï-Chek est extrêmement faible. Tchang-Kaï-Chek n'est pas sans comprendre que le gouvernement soviétique connaît très bien cette faiblesse. On ne peut croire non plus que Tchang-Kaï-Chek soit capable de faire la guerre à l'armée rouge sans le concours des autres puissances. En termes plus explicites, Tchang-Kaï-Chek ne pourrait faire la guerre que dans le cas où son armée ne constituerait qu'un corps auxiliaire auprès des armées d'une autre puissance. Je ne crois pas que cette combinaison soit actuellement très probable, étant donné surtout le sincère désir, signalé plus haut, du gouvernement soviétique de régler la question par des voies pacifiques.

Je n'ai pas besoin de dire que, dans le cas où la guerre serait imposée à l'Union soviétique, l'opposition se donnerait tout entière à la défense de la Révolution d'octobre.

Je pensais exprimer dans ces déclarations les idées indiscutables de toute l'opposition communiste de gauche. Il apparaît qu'il n'en est pas tout à fait ainsi. Au sein de celle-ci, il s'est trouvé des éléments et des groupes qui, à la première épreuve politique sérieuse, ont adopté, soit une position indéfinie, soit une position radicalement fautive, qui les oppose au camp révolutionnaire de l'opposition et qui les rapproche énormément de la social-démocratie.

Le n° 26 du *Drapeau du Communisme* (Berlin) publie un article d'un certain G.P. qui voit l'origine du conflit dans la violation par la République soviétique du droit de la Chine à disposer d'elle-même, c'est-à-dire qui prend sur lui la défense de Tchang-Kaï-Chek. Je ne m'arrêterai pas à cet article. G.P. a reçu la réplique qui lui était due du camarade Kurt Landau, lequel a su po-

ser la question comme un marxiste doit la poser.

La rédaction du *Drapeau du Communisme* a publié l'article de G.P. comme article de discussion, en faisant remarquer qu'elle ne se solidarise pas avec lui. Il reste incompréhensible que l'on puisse sur une question aussi élémentaire pour tout révolutionnaire ouvrir une discussion, surtout à un moment où une action politique est nécessaire. Ce qui est pire encore, c'est que la rédaction du *Drapeau du Communisme* a également publié l'article de Landau à titre de discussion.

L'article de G. P. exprime des préjugés démocratiques vulgaires, conjugués avec des préjugés anarchistes. L'article de Landau définit la position marxiste. Mais quelle est la position de la rédaction elle-même ?

Quelle chose d'infiniment plus grave s'est passé avec un des divers groupes de l'opposition française. Dans le n° 35 (du 28 juillet), de *Contre le Courant*, un éditorial est consacré au conflit sino-soviétique, qui constitue d'un bout à l'autre une chaîne mortelle d'erreurs, moitié social-démocrates, moitié ultra-gauchistes.

L'article commence en rejetant la responsabilité du conflit sur la politique d'aventure de la bureaucratie soviétique ; en d'autres termes, il se charge du rôle d'avocat vis-à-vis de Tchang-Kaï-Chek. L'article considère la politique de l'Etat soviétique à l'égard du chemin de fer de l'Est chinois comme une politique capitaliste, impérialiste et bénéficiant de l'appui des grandes puissances impérialistes. « L'opposition communiste, dit l'article, ne peut pas soutenir la guerre de Staline, qui n'est pas une guerre de défense du prolétariat, mais une guerre semi-coloniale. » Et plus loin : « L'opposition doit avoir le courage de dire à la classe ouvrière qu'elle n'a pas à prendre parti pour la bureaucratie stalinienne et sa guerre d'aventure. » Cette phrase est soulignée dans l'original, et ce n'est pas par hasard ; elle exprime le fond même de l'article et par là, elle oppose l'auteur d'une façon irréductible à toute l'opposition communiste de gauche.

### La provocation

Dans quel sens la bureaucratie stalinienne porte-t-elle la responsabilité du conflit actuel ? Dans ce sens, et seulement dans ce sens, que par toute sa politique antérieure, elle a aidé Tchang-Kaï-Chek à écraser la révolution des ouvriers et des paysans chinois. J'en parle dans l'article que j'ai écrit contre Radek et Cie : « La provocation de Tchang-Kaï-Chek est la rançon des services que lui a rendus Staline dans l'écrasement de la Révolution chinoise. Nous avons dit textuellement et des centaines de fois : Lorsque Staline aura aidé Tchang-Kaï-Chek à monter en selle, Tchang-Kaï-Chek lui crachera la figure à la première occasion ; c'est exactement ce qui s'est passé. »

Le postulat de la provocation de Tchang-Kaï-Chek, c'est l'écrasement de la Révolution chinoise. Nous sommes en présence d'une aventure de la soldatesque bonapartiste présidée par Tchang-Kaï-Chek. En réalité, sa provocation est à la base du conflit sino-soviétique. Pour l'auteur de l'article de *Contre le Courant*, le droit de propriété « impérialiste » de la République soviétique sur le chemin de fer de l'Est chinois est la base du conflit.

« Bas les mains devant la Chine !... » crient les défenseurs involontaires de Tchang-Kaï-Chek, en reprenant à la fin non seulement les mots d'ordre, mais encore les principaux arguments de la social-démocratie. Jusqu'ici, autant que je sache, nous avons cru que l'agent de la politique impérialiste ne peut se trouver que dans la classe bourgeoise capitaliste. Cette classe serait-elle parvenue au pouvoir en Russie ? Et à quel moment ? Nous combattons la bureaucratie centrée stalinienne (dois-je rappeler que le centrisme est un courant politique au sein de la classe ouvrière elle-même ?) parce que

sa politique peut faciliter le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie : tout d'abord, de la petite et moyenne bourgeoisie, puis, en définitive, du capital financier. C'est là que réside le danger historique, mais ce n'est nullement encore un processus accompli.

Le même numéro de *Contre le Courant* publie un projet de plate-forme. Il y est dit notamment : « Il n'est pas possible de dire que Thermidor est accompli (p. 16). » Nous voyons que la répétition des formules générales de l'opposition n'équivaut pas forcément à la compréhension de celles-ci. S'il n'est pas possible de dire que Thermidor est accompli, il est tout aussi impossible de dire que la politique de l'Etat soviétique est une politique capitaliste ou impérialiste. Le centrisme est fait de zigzags entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Identifier le centrisme à la grande bourgeoisie, c'est simplement ne rien comprendre et par là aider la grande bourgeoisie non seulement contre le prolétariat, mais aussi contre la petite bourgeoisie.

### Rendre le chemin de fer. A qui ?

La sagesse théorique des ultra-gauchistes de Berlin, comme de ceux de Paris, se ramène à quelques abstractions démocratiques sous lesquelles on glisse non seulement un fondement géographique, mais un fondement social.

Le chemin de fer de l'Est chinois se trouve en Mandchourie. La Mandchourie appartient à la Chine. La Chine a le droit de disposer d'elle-même. La chose est claire : le titre de propriété de l'U.R.S.S. sur le chemin de fer de l'Est chinois est de l'impérialisme. Il faut restituer le chemin de fer. A qui ? A Tchang-Kaï-Chek ? Ou au fils de Tchang-Tso-Lin ?

Lors des pourparlers de Brest-Litovsk, von Kuhlmann exigeait la séparation de la Lettonie et de l'Esthonie de la Russie en se basant sur la volonté des landtags qui s'y étaient constitués avec le concours de l'Allemagne qui gouvernait ces pays, lesquels, sur son ordre, réclamaient leur indépendance. Nous avons refusé notre sanction. Toute la presse officieuse allemande nous accusa aussitôt d'impérialisme.

Imaginons qu'une insurrection contre-révolutionnaire éclate en Transcaucasie et qu'avec le concours de l'impérialisme britannique cette insurrection soit victorieuse. Imaginons que les ouvriers de Bakou, avec l'appui de l'Union soviétique tout entière, réussissent à garder entre leurs mains le bassin de Bakou. Il est sûr que la contre-révolution transcaucasienne ne manquerait pas de revendiquer la restitution immédiate du bassin de Bakou qui se trouve sur le territoire de l'ancien empire des Tatars. Il est évident que la République soviétique ne le restituerait pas volontairement. Et il est non moins évident que ses ennemis l'accuseraient pour cela d'impérialisme.

Si la révolution ouvrière et paysanne triomphait en Chine, la question du chemin de fer de l'Est chinois n'offrirait pas de difficultés. Il va sans dire que le chemin de fer passerait aux mains du peuple chinois victorieux. Mais n'est-il pas vrai qu'en Chine le peuple révolutionnaire a été vaincu par les hautes sphères de la bourgeoisie chinoise appuyées par l'impérialisme étranger ? Dans ces conditions, remettre le chemin de fer dans les mains de Tchang-Kaï-Chek ce serait venir en aide à la contre-révolution bonapartiste chinoise contre le peuple chinois. Cela est suffisant pour résoudre la question. Mais il y a une autre considération dont l'importance n'est pas moins grande. Ni par ses forces financières, ni par ses forces militaires, ni surtout par ses forces politiques, Tchang-Kaï-Chek n'est capable de prendre le chemin de fer entre ses mains et, à plus forte raison, de l'y maintenir. Ce n'est pas par hasard qu'il tolère l'indépendance de fait de la Mandchourie, qui se trouve placée sous le protectorat du Japon. Le chemin de fer ne pourrait être dans les mains de Tchang-Kaï-Chek qu'un gage momentané pour obtenir un emprunt étranger. Le che-



min de fer passerait au pouvoir des vrais impérialistes et deviendrait leur principale ligne économique et politique en Asie orientale contre la Révolution chinoise et contre la République soviétique. Que les impérialistes sachent même exploiter le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour les besoins de leurs affaires malpropres, nous ne l'ignorons pas. Mais je ne pense pas que les marxistes aient pour tâche de leur venir en aide dans ce sens.

Les ultra-gauchistes partent de ce fait que jadis l'impérialisme russe a imposé le chemin de fer de l'Est chinois à la Chine, dans un but de rapine et de brigandage. C'est foncièrement vrai. Ils oublient seulement d'ajouter que l'impérialisme l'a également imposé au peuple russe. Il a été construit en vue du pillage des ouvriers et des paysans chinois. Mais il a été construit également au moyen du pillage des ouvriers et des paysans russes. Après quoi, la Révolution d'octobre a eu lieu. Oui ou non a-t-elle modifié les rapports réciproques ?

### Comment se pose la question

Sur le fond de la révolution, une période de réaction et de dégénérescence de l'appareil a passé. La Russie est-elle revenue ou non à sa position de départ ? Et peut-il y avoir aujourd'hui, dans les conditions historiques actuelles — malgré Staline, malgré Molotov, malgré le bannissement de l'opposition — peut-il y avoir un possesseur du chemin de fer de l'Est chinois qui offre plus d'avantages, du point de vue du prolétariat chinois et de la Révolution chinoise, que l'Union soviétique ? C'est ainsi que l'on doit poser la question.

Toute l'émigration blanche pose la question du chemin de fer de l'Est chinois non pas sous l'angle national et géographique, mais sous l'angle de classe. Malgré les divergences intérieures, les principaux courants politiques de l'émigration sont d'accord pour qu'on internationalise le chemin de fer de l'Est chinois, c'est-à-dire pour qu'on le remette entre les mains de l'impérialisme mondial, ce qui présente plus d'avantages du point de vue de la Russie future, c'est-à-dire bourgeois, plutôt que de le voir entre les mains du pouvoir soviétique. Avec tout autant de raison, l'on peut dire que le maintien du chemin de fer au pouvoir de la République soviétique offre infiniment plus d'avantages pour l'indépendance future de la Chine que la remise du chemin de fer à n'importe lequel de ses prétendants actuels.

Est-ce à dire que sur le chemin de fer de l'Est chinois lui-même tout va pour le mieux ? Nullement. Les anciennes manières de grande puissance y sont encore assez tenaces. Tous les zigzags de la politique intérieure ont naturellement leur reflet dans l'appareil technique du chemin de fer. Les tâches de l'opposition embrassent également cette question dans son entier.

Je me permets de m'appuyer sur mes expériences personnelles. Il m'est arrivé plus d'une fois de batailler pour qu'on améliore le régime du chemin de fer de l'Est chinois. La dernière fois où, de mon temps, cette question fut étudiée, c'était en mars 1926, par une commission spéciale que je présidais. Cette commission se composait de Vorochilov, Djerjinsky, Tchitchérine. En plein accord avec les révolutionnaires chinois, non seulement avec les communistes, mais aussi avec les représentants à cette époque du Kuomintang, la commission reconnut nécessaire d'adopter la ligne de conduite suivante :

*Maintien rigoureux de l'appareil actif du chemin de fer dans les mains du pouvoir soviétique, comme seul moyen susceptible de préserver le chemin de fer au cours des années prochaines contre son accaparement par les impérialistes.*

« Au cours des années prochaines » signifiait jusqu'à la victoire de la Révolution chinoise.

Quel devait être le régime de transition ? Voici ce que dit la résolution à ce sujet :

*Il est nécessaire de prendre tout de suite de larges mesures d'un caractère culturel et politique pour faire du chemin de fer un chemin de fer chinois ;*

a) Tenir les affaires administratives dans les deux langues ;

b) Organiser une école chinoise de chemins, réunissant l'instruction technique et d'éducation politique ;

c) Organiser sur des points adéquats de la ligne les établissements d'éducation et de culture nécessaires aux ouvriers chinois et à la population intéressée au chemin de fer de l'Est chinois.

Voici ce que dit plus loin la résolution touchant la politique que les représentants soviétiques doivent suivre à l'égard de la Chine :

*Il n'est pas douteux que des actes de représentants des différents départements à l'égard de la Chine ont reflété des manières inadmissibles de grande puissance qui compromettent le pouvoir soviétique et qui le font apparaître sous un jour impérialiste.*

*Faire comprendre aux organes et aux personnes intéressés l'importance vitale pour nous de cette politique, voire même de cette forme antérieure de politique à l'égard de la Chine, pour effacer toute suspicion d'arrière-pensées de grande puissance. Suivre partout une ligne de conduite basée sur le respect le plus complet des droits de la Chine, sur la reconnaissance de sa souveraineté que l'on prendra soin de bien marquer, etc. Dans chaque cas isolé d'infraction à cette politique, quelque bénignes que soient ces infractions, des sanctions devront être prises à l'égard des coupables, en portant celles-ci à la connaissance de l'opinion publique chinoise.*

Il faut ajouter que les dirigeants chinois, sans exclure Tchchang-Kaï-Chek lui-même, opposent à l'appareil technique soviétique du chemin de fer, non pas un appareil chinois, mais principalement un appareil composé de gardes blancs russes, appointés par les impérialistes de tous les pays. Les gardes blancs, qui fourmillent dans la police et dans l'armée chinoises de la région traversée par le chemin de fer, se sont maintes fois livrés à des actes de violence sur les chemins. Voici ce que la résolution de la commission prescrivait à ce sujet :

*Il est nécessaire dès maintenant de recueillir et d'éclaircir à l'avenir tous les cas d'arbitraire et de violence émanant des militaires, des policiers chinois et des gardes blancs russes vis-à-vis des ouvriers et des employés russes du chemin de fer, de même que tous les cas de conflit éclatant entre Russes et Chinois sur le terrain des us et coutumes nationaux. Il faut créer des voies et des moyens pour défendre la dignité personnelle et nationale des ouvriers russes pour que les conflits surgissant sur ce terrain n'agissent pas sur les sentiments chauvins des deux parties, mais qu'ils aient, au contraire, une portée d'éducation politique. Il est nécessaire de constituer des commissions de conciliation ou des tribunaux d'honneur auprès des syndicats en y faisant participer les deux parties sur un pied d'égalité et sous la direction de fait de communistes sérieux comprenant toute l'importance et toute l'acuité de l'élément national.*

Je crois que cela est loin de tout impérialisme. Je pense que les ultra-gauchistes peuvent en tirer quelque chose. Je suis prêt d'avance à reconnaître que tout cela est loin d'avoir été suivi pratiquement. Il n'est pas douteux que sur le chemin de fer de l'Est chinois, les déformations n'ont pas été moins grandes, mais plus grandes qu'à Moscou. C'est la raison pour laquelle l'Opposition a engagé sa lutte irrédactable. Mais bien mauvais politique serait celui qui jetterait le poupon avec l'eau de la baignoire.

J'ai expliqué ci-dessus dans quel sens la fraction stalinienne est responsable de la provocation de Tchchang-Kaï-Chek. Mais admettons qu'il n'en soit pas ainsi. Admettons que la bureaucratie stalinienne ait commis de nouvelles bêtises qui ont directement facilité le coup que l'ennemi a porté à la République soviétique.

Quelle déduction en doit-on tirer ? Que l'on ne doit pas prendre la défense de l'Union soviétique ? Ou que l'on doit la débarrasser de la direction stalinienne ? L'article de *Contre le Courant* en vient, d'une façon criminelle, à la première déduction. Il

déclare qu'il ne peut pas se ranger du côté de la bureaucratie stalinienne et de sa guerre d'aventure. Comme si, en cas de guerre, il s'agissait de la bureaucratie stalinienne et non de la Révolution d'octobre et des possibilités qu'elle renferme. Pour paraître encore plus profond, l'auteur de l'article déclare : « L'opposition n'a pas à indiquer de remède particulier à la grave crise actuelle. » Il est difficile de s'imaginer une position plus funeste. Ce n'est pas là la position d'un révolutionnaire, mais d'un observateur désintéressé. Et que doit faire le révolutionnaire russe ? Que doit faire en cas de guerre le combattant soviétique de l'Opposition ? Prendre une position de neutralité ? L'auteur n'a pas même songé à cela. Pourquoi ? Parce que le point de vue qui le guide n'est pas celui d'un révolutionnaire prenant part directement à la lutte, mais celui d'un notaire qui enregistre les actes des deux parties, sans s'y immiscer personnellement.

Les stalinien ont essayé maintes fois de m'accuser tantôt de défaitisme, tantôt de « défensisme » conditionnel. C'est à cette question que fut consacré le discours que j'ai prononcé le 1er août 1927 devant l'Assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle. Dans ce discours, je disais :

*Le mensonge du caractère conditionnel de notre esprit de défense, nous le jetons à la face de nos calomnieux !*

Ainsi, je qualifiais de calomnie l'idée non seulement de la neutralité, mais encore du caractère conditionnel de notre esprit de défense et cette calomnie je la jetais à la face des stalinien. Comment se fait-il que l'auteur de l'article ne s'en soit aperçu ? Et s'il s'en est aperçu, pourquoi ne m'a-t-il pas combattu ? Au demeurant, ce discours est publié dans le livre qui a paru récemment en français : *La Révolution défigurée*.

Chez moi, il ne s'agissait pas d'une guerre quelconque déterminée, mais de toute guerre, en général, dirigée contre l'Union soviétique. Car il faut ne rien comprendre pour ne pas distinguer, derrière les combinaisons passagères du moment, l'antagonisme fondamental qui existe entre les Etats impérialistes et la République soviétique. Dans une question de visa pour un oppositional les impérialistes se mettent volontiers d'accord avec Staline. Mais par rapport à la République soviétique, ils restent, malgré Staline, des ennemis mortels. Toute guerre, quelle qu'elle soit, fera fatalement apparaître cet antagonisme et posera inévitablement la question de l'existence même de la République soviétique. Voilà pourquoi je disais, dans le discours sus-mentionné :

*Nous, Opposition, contestons-nous la défense de la patrie socialiste ? Nullement. Nous espérons non seulement la défendre, mais apprendre encore à la faire à certains autres. Mettons-nous en doute la capacité de Staline de fixer une ligne de conduite juste pour défendre la patrie socialiste ? Oui, nous la contestons et nous la contestons au plus haut point.*

*L'Opposition est pour le triomphe de l'U. R. S. S. ; elle l'a prouvé et elle le prouvera autant que d'autres par des actes. Mais pour Staline il ne s'agit pas de cela. Au fond il a en vue une autre question qu'il n'ose pas exprimer. C'est celle-ci : « Est-ce que vraiment l'Opposition pense que la direction de Staline n'est pas capable d'assurer la victoire de l'U. R. S. S. ? » Eh ! bien oui, elle le pense.*

Zinoviev. — C'est juste. »

Et plus loin :

*Mais pas un oppositional ne renoncera à son droit et à son devoir, à la veille de la guerre ou pendant celle-ci, de lutter pour le redressement du cours du Parti (comme cela s'est toujours passé dans le Parti), car c'est en cela que consiste la condition la plus importante du succès. Je me résume : Pour la patrie socialiste ? Oui ! Pour le cours stalinien ? Non !*

Je pense que cette position conserve encore toute sa force dans la période actuelle.

4 août 1929.

L. Trotsky.



# LES CONGRÈS CONFÉDÉRAUX

## Une nouvelle minorité dans la C. G. T. U.

Le V<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U. est convoqué pour le 15 septembre prochain et depuis deux mois, nous assistons à un déchaînement inouï d'attaques de toutes sortes contre ceux qui, peu ou prou, font des réserves sur la politique des dirigeants ou la désappropration. *L'Humanité* consacre la moitié de ses colonnes à dénigrer les « sceptiques », les « réformistes » et les « traitres » de la C.G.T.U. et la *Vie Ouvrière* a publié, en plus de ses numéros ordinaires, deux numéros supplémentaires consacrés aussi à cette singulière préparation du Congrès.

Point n'est besoin d'ouvrir une discussion sur les multiples questions à l'ordre du jour ; la seule chose qui compte, c'est d'éliminer de la direction des Syndicats tous les militants qui n'approuvent pas aveuglément la politique changeante du parti communiste et de la C.G.T.U. Qu'importe si ces militants ont rendu des services à la classe ouvrière et sont encore capables d'en rendre, il faut les démolir par tous les moyens, même les plus infâmes. On mettra à leur place de jeunes élèves de Bobigny et l'on se plaindra ensuite que la C.G.T.U. manque de cadres expérimentés !

Naturellement les opposants sont tous des « paniquards », des réformistes ou des contre-révolutionnaires. Les courageux et les révolutionnaires sont ceux qui approuvent hier la revendication fasciste du salaire-or, ou celle ultra-réformiste de la reconnaissance légale de l'échelle mobile des salaires, et qui aujourd'hui suivent les chefs du mouvement dans leur gauchisme stérile et dans leur bluff.

Au premier rang des « contre-révolutionnaires » figurent les partisans de la Ligue syndicaliste qui luttent depuis plusieurs années et qui n'ont jamais désarmé devant les attaques des « bolchevisateurs ». Ils constituent, malgré leur faible nombre, une opposition irréductible.

Les autres « contre-révolutionnaires » sont des camarades qui, jusqu'à ces derniers mois, faisaient partie de la majorité confédérale. Les uns n'ont pas voulu voir la fameuse « radicalisation des masses », les autres se sont élevés contre l'aventure du 1<sup>er</sup> août.

Une troisième catégorie comprend les camarades qui « font des réserves » sur les résolutions de la majorité. Ceux-là aussi doivent être « liquidés » !

Les principaux négateurs de la radicalisation des masses se trouvent parmi les secrétaires de Syndicats des services publics. Ces camarades, placés à la tête d'organisations puissantes, n'ont pas voulu se lancer dans la politique d'aventures où les auraient conduits les inventeurs de la radicalisation.

### Monmousseau en échec

Les opposants les plus résolus en cette circonstance étaient les représentants du Syndicat des Transports en commun. Aussi on résolut de les punir sévèrement. A une réunion convoquée spécialement, Dorel et Monmousseau sont venus faire le procès des représentants du Syndicat. Hélas ! l'assemblée donna raison à ces derniers et une proposition Monmousseau recueillit 14 voix sur 150 présents. Le secrétaire confédéral s'est bien gardé de rendre public ce premier camouflet reçu au contact des militants de base et des simples syndiqués.

La radicalisation nous a valu les défaites répétées d'Ivry, Saint-Denis, Montreuil, le 1<sup>er</sup> Mai, Vincennes, sans oublier les funérailles de Foeh. Ce n'était pas suffisant. Le 1<sup>er</sup> août vint compléter la série.

Le 1<sup>er</sup> août qui devait dresser les masses ouvrières contre la guerre, a fait la démonstration de l'impuissance de cette classe ouvrière. Au lieu de faire reculer les gouvernants, elle n'a pu qu'encourager ceux qui, parmi eux, projet-

tent de nous lancer dans de nouvelles boucleries.

Ceux qui entraînent le prolétariat à ces échecs sont les véritables saboteurs du mouvement révolutionnaire. Ce sont eux qui, inconsciemment, font le jeu de la bourgeoisie.

Ils peuvent, certes, essayer de donner le change en accusant ceux qui ont été plus clairvoyants. Ils peuvent traiter de saboteurs et de briseurs de grève, les camarades qui déconseilleraient la manifestation, ainsi que ceux qui la critiquèrent, après y avoir participé.

Cela signifierait quelque chose si les précédentes manifestations, — qui ont été suivies par les opposants — avaient eu un meilleur résultat que le 1<sup>er</sup> août. Nous savons malheureusement qu'il n'en est rien.

Puisque l'on tient à fixer le rôle de chacun sur ce point, ne pourrions-nous pas à notre tour, poser à chacun des dirigeants du Parti et de la C.G.T.U., cette question : « Qu'as-tu fait le 1<sup>er</sup> août ? » Certes, nous n'avons pas vu de manifestations de masses ; de-ci, de-là, quelques manifestations spontanées se sont produites. Des ouvriers, malgré la répression formidable ont tenu à appliquer les mots d'ordre de P.I.C. Mais nous n'avons vu nulle part que des dirigeants du parti ou de la C.G.T.U. aient participé à ces démonstrations.

Pour éviter que des questions de ce genre ne soient posées, nos staliniens dénoncent chaque matin le « réformisme » de Boville, Chaussin, Engler, Bour, Schumacher, Sûe, Hermann, Cornee, sans oublier Chambelland, Charbit, Charroin, Martin...

Rambaud est pourchassé à cause de ses « réserves » et le bureau fédéral de l'Enseignement est dénoncé, malgré ses déclarations de fidélité à la politique de P. S. R. et de la C. G. T. U.

Toutes ces divagations n'empêcheront pas le Congrès de revenir à la vraie question qui est l'examen de la gestion des dirigeants confédéraux.

### De redoutables bavards

Voici, en attendant, ce qu'en dit Bonamour, secrétaire des Gaziers de Paris : « Nos organisations syndicales sont empoisonnées par les bavards qui jugent de la situation d'après leur point de vue, voient la révolution à nos portes et les ouvriers prêts à passer à des actions décisives. »

Et il ajoute : « Chaque jour leur apporte un démenti, chaque jour leur démontre la fausseté de leur position. N'importe... chaque échec supporté par le prolétariat leur apparaît comme une victoire, et des « victoires » comme Ivry, Saint-Denis, le 1<sup>er</sup> Mai, Vincennes, il leur en faut une collection. Il faut à tout prix que le prolétariat se montre « radicalisé ».

« Ceci n'aurait pas grande importance si l'agitation factice développée autour de ces différentes manifestations — justifiées par les faits, mais ne correspondant pas à l'état d'esprit de la masse des ouvriers — ne servait en définitive et *uniquement* que les pouvoirs publics. »

De son côté, Schumacher, secrétaire de la Fédération de Livres, qui, jadis, se prêta à une manœuvre politicienne pour débarquer Vial-Collet et Godonnèche, s'élève contre la façon dont fut préparée la démonstration du 1<sup>er</sup> août, et dénonce la subordination de la C.G.T.U. au Parti Communiste.

C'est aussi le problème de l'autonomie syndicale que pose Chaussin, des Boulangers de Paris. D'une façon plus précise il traite de la situation des membres du parti placés à la tête d'une organisation syndicale.

« Le cas, écrit-il, est typique à la Fédération de l'Alimentation. Deux secrétaires fédéraux appartiennent au parti communiste. L'un, Simocin, décidé à être toujours discipliné dans son parti et à appliquer les mots d'ordre qui lui seront donnés, quelles que soient les conséquences pour l'organisation syndicale. L'autre, Boville, décidé à appliquer tous les mots d'ordre de son parti lorsqu'ils peuvent être profi-

tables à l'organisation à la tête de laquelle il assume la plus lourde charge, mais toujours rebelle lorsque les mots d'ordre donnés peuvent, au contraire, être préjudiciables au développement et à la bonne marche de notre fédération. »

Ainsi, le principe de l'indépendance du syndicalisme, que l'on avait cru enterré, ressuscite avec une nouvelle vitalité. Dans un « Appel aux Syndicats unitaires », la nouvelle minorité se réclame de la résolution de Bourges sur les rapports des syndicats et du parti que le Bureau confédéral a constamment violée et à laquelle seule la Ligue syndicaliste est toujours restée fidèle.

### Un sévère réquisitoire

Dans son « Appel », la nouvelle minorité dresse un réquisitoire solide contre la direction confédérale, qui n'a rien fait pour appliquer les décisions du Congrès de Bordeaux, concernant les tâches pratiques et les revendications immédiates :

La Caisse Nationale de Solidarité a fait la faillite la plus complète.

La commission des Assurances sociales se heurta aux mots d'ordre les plus contradictoires, et la plupart de ses suggestions ne furent pas appliquées. Résultat : les syndicats unitaires n'ont à opposer que des formules à l'organisation des confédérés et des mutuelles.

En ce qui concerne le mot d'ordre du salaire vital, celui de la semaine de 44 heures, la question de l'apprentissage, celles des maladies professionnelles, des caisses de compensation et des caisses d'allocations familiales, des syndicats à bases multiples, etc., c'est le néant absolu.

Les rédacteurs de l'« Appel » ne signalent pas tout dans leur tract. Une résolution importante, qui a été foulée au pied par le bureau confédéral, est bien celle concernant l'unité syndicale. Au lieu de travailler au rapprochement des deux C.G.T., la direction de la C.G.T.U. a adopté, depuis dix-huit mois, une attitude aussi seïssoniste que sa rivale.

Sous les apparences d'une opposition plus catégorique aux chefs de la C.G.T., cette nouvelle attitude fait leur jeu et sert leur néfaste politique.

Avec un bilan pareil, il faut beaucoup d'audace à nos dirigeants confédéraux pour défendre leur gestion. Ils ne peuvent le faire qu'en attaquant leurs adversaires. Et leur acharnement à attaquer les « réformistes » n'a pour but que de masquer leur faillite.

### Il faut rester à la C.G.T.U.

N'en soyons pas dupes. Et surtout que les camarades aussi odieusement attaqués ne cèdent pas à l'écoeurement qu'ils pourraient ressentir de ces attaques. Quelle que soit l'issue de la bataille, que les camarades conquièrent de nouvelles positions ou qu'ils en perdent, leur devoir est de demeurer dans la C.G.T.U. Que ceux qui seraient tentés de quitter la maison qu'on s'efforce de rendre inhabitable se renseignent. Le devoir d'un syndicaliste est de demeurer dans l'organisation syndicale, quelle que soit la politique de ses dirigeants. C'est du dedans seulement qu'on peut lutter efficacement contre cette politique.

Qu'ils demeurent à la C.G.T.U. pour lui faire reprendre sa liberté d'action ; qu'ils demeurent à la C.G.T.U., pour en refaire une organisation vraiment unitaire.

Qu'ils y demeurent aussi pour empêcher cette macabre plaisanterie de la représentation des inorganisés. Avant d'accéder à un Congrès, les inorganisés ont d'abord à faire leur adhésion au syndicat. Et s'il est vrai que des inorganisés sont souvent dans la lutte sans les syndicats, c'est une preuve de plus que les syndicats « bolchevisés » sont incapables de comprendre les besoins de la classe ouvrière et d'exprimer ses sentiments.

Travaillons à ramener la conception de l'indépendance de classe dans la C.G.T.U. C'est le meilleur moyen de gagner les inorganisés.

F. CHARBIT.



## A la C. G. T. l'Union sacrée continue

Le congrès de la C.G.T., qui se tiendra la semaine prochaine à Paris, ne sera qu'une consécration de plus, par une assemblée importante de militants, du programme et de l'action réformistes.

Il enregistrera tout d'abord une progression lente, mais constante des adhérents de la C.G.T., notamment dans la Seine, dont l'U.D. a reconquis sur celle du Nord la première place parmi toutes les U.D. et dont la force doit être sensiblement égale à celle de l'U.D. unitaire. Cette croissance des effectifs n'est pas due seulement à l'adhésion des fonctionnaires ; la propagande syndicale suivie, l'action réformiste et l'activité pour les assurances sociales de la C.G.T. ; les fautes de la C.G.T.U. en sont d'autres causes.

### Consécration du programme réformiste

La presque unanimité du congrès déclarera son plein accord avec le programme réformiste de la C.G.T. ; les délégués refléteront bien en cela l'état d'esprit de l'ensemble de leurs mandants si l'on en juge par les comptes rendus des congrès d'U.D. et de fédérations et si l'on sait apprécier à leur valeur les protestations qu'ils ont émises contre les récentes violations du droit syndical.

La continuation de la politique de l'intérêt commun entre la bourgeoisie et le prolétariat — continuation de l'Union sacrée dans la guerre par l'union sacrée dans la concurrence mondiale — telle est l'orientation qui se dégagera du congrès comme elle se dégage des rapports. La *Voix du Peuple* de juin (qui contient les rapports du congrès) nous en donne cet exemple frappant dans la reproduction d'un discours de Jouhaux au Conseil National économique : « En venant ici (au C.N.E.), nous entendons nous associer à une œuvre collective d'organisation économique. Mais à la base même de cette œuvre, nous devons sans ambiguïté le proclamer, se trouve la nécessité de la prise en considération très nette des intérêts moraux comme des intérêts matériels du monde du travail. Sur cette base seule, il sera possible de bâtir une économie meilleure, plus efficiente, plus prospère. » (P. 426).

### Consécration de l'action réformiste

Mais la véritable valeur réformiste du programme de la C.G.T. apparaît surtout dans son application : en détournant la lutte de la classe ouvrière pour ses revendications vers des commissions paritaires, vers des commissions extra-syndicales, vers des tractations, etc. Dans le même discours de Jouhaux, n'y a-t-il pas : « Impossible de faire un effort sérieux pour assurer la réorganisation, l'essor, la prospérité de l'industrie française sans le concours de la classe ouvrière et impossible d'obtenir un tel concours sans l'octroi des garanties ouvrières élémentaires qui s'attachent au principe même du contrat collectif. » (P. 426) ; en détournant la lutte de la classe ouvrière vers les réalisations que peut apporter le parlementarisme : la *Voix du Peuple* apparaît, quant aux revendications ouvrières, comme une succession de projets de loi (assurances sociales, maladies professionnelles, vacances payées, tentative obligatoire de conciliation, etc.) ; en détournant la lutte de la classe ouvrière vers les assurances sociales, qui occupent toute l'activité confédérale (voir comptes rendus de congrès d'U.D.), ce qui la caractérise suffisamment ; en détournant enfin la lutte de la classe ouvrière des moyens de sa réalisation : front unique et unité syndicale. Les condamnations que la C.G.T. fait du front unique, les conditions d'adhésion qu'elle pose aux fonctionnaires, les précédentes motions d'unité qu'elle vota viennent d'avoir leur épilogue dans sa décision d'unité sous le signe de la C.G.T., par la dissolution de la C.G.T.U.

La continuation de cette pratique réformiste, voilà ce que décidera la quasi-unanimité du congrès.

### L'opposition au Congrès

L'opposition en effet sera insignifiante. Malgré le danger d'un coup de barre à droite trop prononcé que peuvent craindre certains militants de la C.G.T. qu'il gênerait dans leurs syndicats, l'ensemble des militants ont confiance dans le réformisme.

Ce n'est pas avec des injures qu'on la leur fera perdre.

Les événements — dont le cours pour nous est inéluctable — leur dessilleront mieux les yeux ; ils leur prouveront l'impossibilité pour la bourgeoisie en lutte pour des débouchés d'accorder la moindre réforme ; ils leur prouveront même sa volonté de reprendre les avantages que la classe ouvrière s'est acquis par la lutte, profitant pour cela de sa désorganisation. Cette expérience, qu'on ne peut éluder, mais seulement abréger, par notre propagande, montrera aux ouvriers l'impuissance du réformisme en lui-même ; elle leur montrera que la seule force du prolétariat réside dans sa lutte active.

Peu nombreux encore sont les syndicats qui l'ont compris et ont pris en conséquence une position nette. Plus rares encore sont ceux qui en ont donné des preuves dans la défense des intérêts ouvriers. Au Congrès, ils se compteront en répudiant le réformisme, en votant contre le rapport moral, en proclamant la nécessité du front unique et de l'unité syndicale.

### Les dockers de Nantes

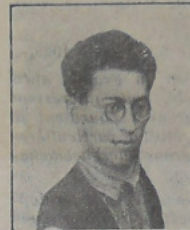
La grève des dockers de Nantes ne leur facilitera malheureusement pas cette tâche ; elle va jouer, en effet, au prochain Congrès, le même rôle que le meeting du Cirque de Paris au Congrès de Bullier ; elle va créer une atmosphère d'hostilité telle que la minorité ne pourra pas sans difficulté sans doute s'exprimer. Il lui faudra cependant prendre parti et d'autant plus nettement. Si elle ne doit pas suivre les dockers dans leur passage à la C.G.T.U., car les syndicats minoritaires doivent rester à la C.G.T. et y défendre leur point de vue ; si elle ne peut accepter les manœuvres qui ont entouré la réalisation de leur front unique, elle ne peut pas non plus dénoncer les militants qui n'ont pas craint de demander en pleine grève aux dockers confédérés d'avoir à choisir entre l'une ou l'autre C.G.T., ce qu'ils ne pouvaient manquer de faire devant une telle attitude. Malgré des fautes, la minorité devra s'affirmer encore pour le front unique honnête, que l'intérêt des ouvriers exige. Le front unique reste ainsi la pierre de touche de l'orientation syndicale. — R. R.

### Horrible !

« D'après nos informations, on aurait découvert qu'il existe en Chine des trotskystes, lesquels publient un organe à Changhaï. »

(Extrait du discours de Tsioui Vit, au X<sup>e</sup> Exécutif élargi de P.C.)

## Comment Staline traite les communistes qui ne capitulent pas



Ter Oganessov

Après la capitulation de Radek, on a tenté de faire croire, en Russie et hors de Russie, que c'en était fini de l'opposition.

Mais les oppositionnels déportés se comptent maintenant par milliers et le groupe minuscule que Radek entraîna avec lui n'en constitue qu'un infime pourcentage.

Quand la *Pravda* publie des listes de capitulards, elle en est réduite à reprendre toujours les mêmes noms, — ainsi qu'au théâtre on utilise les figurants — pour que ces listes prennent une certaine importance.

Une information qui nous parvient sur des faits qui se sont déroulés à Aktioubinsk (Kazakhstan) permet de voir quel est l'état d'esprit des déportés et comment ils jugent les capitulards.

Au début du mois de mai, deux des oppositionnels déportés à Aktioubinsk disparurent. Deux autres déportés, G. Ter Oganessov et Guirchik furent aussitôt arrêtés : ils étaient accusés d'avoir favorisé la double évasion. Il n'y avait contre eux nulle preuve, mais les agents staliniens ne s'embarrassent pas pour si peu, et il leur fallait passer leur fureur sur quelqu'un. Ter Oganessov et Guirchik protestèrent en faisant la grève de la faim. Après huit jours, on les libéra. Mais c'était pour les arrêter de nouveau six semaines plus tard. Et cette fois, la direction du Guépéou régional les condamna à trois années de réclusion à subir à l'isolateur de Tchéliabinsk.

Le but poursuivi est toujours le même : on veut réduire les bolcheviks inflexibles par des tortures physiques.

Ter Oganessov et Guirchik ont retrouvé, à l'isolateur de Tchéliabinsk, d'autres camarades. Ils stigmatisent la capitulation de Radek, de Préobrajenski et de Smilga, disant que « l'on n'a jamais rien vu de plus honteux dans l'histoire du mouvement ouvrier ». Ils sont pleins de vaillance et d'assurance en la justesse des points de vue de l'opposition et ils sont résolus à lutter aussi longtemps qu'il faudra.

Ainsi s'opère la sélection révolutionnaire. Les uns, peu nombreux, capitulent, cherchant un refuge auprès de Staline. Les autres sont expédiés dans les bagnes de Tobolsk et de Tchéliabinsk !



Guirchik

### EN SOUSCRIPTION

Pour paraître  
en octobre 1929

## L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE



Un volume de près de 600 pages  
Prix actuel : 15 fr. franco.

### UN LIVRE

que chaque militant  
doit lire

## Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et préfacée  
par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 Jésus de 612 pages  
Prix : 25 francs.



Dans l'opposition

LETTRE D'AMÉRIQUE

-:- La vie du journal -:-

Nous venons de recevoir du camarade James P. Cannon qui dirige l'organe bimensuel de l'opposition américaine, *The Militant*, la lettre suivante :

New-York, 26 août 1929.

*Le travail de l'opposition en France, ainsi que l'hebdomadaire projeté, nous intéressent vivement. Si les divers groupes pouvaient se rassembler, ce serait un résultat particulièrement heureux et nous espérons que l'hebdomadaire réalisera cette fusion.*

*Ce qui contribuerait grandement au développement de l'opposition, c'est la réunion d'une conférence internationale. Il est nécessaire pour nous de tracer une perspective générale plus claire et d'échanger nos vues sur les questions de tactique dans les divers pays.*

*Vous avez remarqué que nous accordons une grande attention à la question syndicale dans le Militant et que nous avons pris, à chaque phase de la discussion, une position très précise. Sous l'influence du cours « gauche » du régime stalinien, notre Parti s'est engagé à toute vitesse sur la voie de la formation d'une nouvelle Centrale syndicale dressée contre l'American Federation of Labor sans avoir aucune base sérieuse pour une pareille entreprise.*

*Je sais que vous avez bien connu Foster ; il parlait souvent de vous et de Monatte. Son « stalinisme » n'est pas sérieux à ses propres yeux ; ce n'est que le résultat de certaines circonstances. Il changera d'idées quand les circonstances changeront, mais, j'en suis tout à fait sûr, pas dans notre direction. Il a trop appris de Gompers et pas assez de Marx et de Lénine.*

*Il nous faut ici livrer une dure bataille. Le poids de l'impérialisme prospère pèse lourdement sur tous les groupements ouvriers d'Amérique et le plus lourdement sur ceux qui soulignent l'importance des questions internationales auxquelles ici peu d'hommes s'intéressent. Mais l'Amérique se meut rapidement en toutes choses et ce sera également le cas en ce qui concerne le mouvement ouvrier révolutionnaire, quand les conditions permettront de lui assurer un bon départ. Le petit groupe que nous nous efforçons de consolider sera un centre précieux pour ce temps-là.*

Fraternellement,

J. P. CANNON.

Le sort de Miasnikov

Le 7 novembre dernier, G. I. Miasnikov, un des dirigeants du Groupe ouvrier, auteur du manifeste de ce groupe, vieux bolchevik exclu du Parti en 1922, s'évadait d'Irivan où il avait été déporté et gagnait la Perse. Là, sous la pression de la diplomatie stalinienne, il fut arrêté par la police persane et maintenu six mois en prison, dans d'affreuses conditions.

Au début de mai, la Perse expulsa Miasnikov sans lui donner ni visa ni passeport, l'obligeant à passer en Turquie. Arrivé à Erzeroum, il demanda l'autorisation d'aller à Constantinople. Cette autorisation lui fut refusée et il fut conduit à Amassia et placé sous la surveillance de la police. C'est là qu'il est encore aujourd'hui.

Étant tombé malade, il obtint la permission de se rendre en Allemagne, le gouvernement du Reich ayant accordé son visa pour un court séjour. Brusquement, avant même que Miasnikov ait pu surmonter les difficultés qui entravaient son voyage, cette permission était retirée, sans que la moindre explication lui fût donnée.

D'après ce que nous avons pu apprendre, il s'agit de nouveaux exploits des agents staliens, qui ont répandu sur le compte de Miasnikov, les pires calomnies : Miasnikov aurait dilapidé des fonds d'Etat à lui confiés, il serait un espion, etc., donc pas un condamné politique.

Les idées de Miasnikov ne sont point les nôtres. Mais il est à peine besoin de dire que cela ne saurait nous empêcher de signaler et de dénoncer les déshérités manœuvres dont il est victime.

Ce premier numéro, et même cette rubrique sous laquelle nous parlerons régulièrement à nos amis et à nos lecteurs de la vie du journal, auront une physionomie exceptionnelle. La nécessité où nous nous sommes trouvés de donner dans ces articles nous a contraints de sacrifier plusieurs rubriques qui devront avoir leur place dans chaque numéro. Mais comment faire autrement ? Une déclaration était nécessaire et elle devait être assez développée pour bien préciser notre position. Personne n'estimera trop long l'article que Trotsky a consacré au conflit sino-russe, article qui, outre son argumentation solide, apporte un certain nombre de faits généralement ignorés, et après lequel il ne restera plus grand-chose à dire sur cette question. Enfin, pour les Congrès Confédéraux, il fallait bien leur faire la place qu'ils méritent. Par la suite, nous serons plus à l'aise dans nos huit pages et nous nous efforcerons de faire un journal complet, vivant, apportant toute l'information nécessaire et donnant son opinion sur les problèmes posés par l'actualité.

On nous a déjà fait, et on nous fera sans doute encore, un sérieux reproche. D'excellents camarades qui avaient accueilli très favorablement notre projet d'hebdomadaire, nous ont manifesté leur déception quand ils ont vu que notre hebdomadaire ne devait pas, tout de suite, rassembler toute l'opposition. Ils nous ont dit : « Nous espérons que les Parisiens allaient enfin en finir avec leurs divisions, et ce que nous voyons, c'est un journal et un groupe de plus. »

Ce reproche n'est qu'en partie fondé. Nos camarades de la *Lutte de classes* se sont trouvés d'accord avec nous sur le contenu de la déclaration ici publiée et ils vont désormais travailler avec nous. D'autres camarades, qui appartiennent ou ont appartenu aux divers groupes existants, sont venus à nous, individuellement. Il y a donc déjà un regroupement partiel réalisé.

Mais il reste vrai que la fusion n'est pas complète et nous sommes les premiers à le regretter. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de rappeler ici ce que nous avons tenté pour qu'il en soit autrement. Nous nous bornerons à déclarer que nous avons conscience d'avoir fait, de notre côté, tout ce qui était possible pour atteindre le but souhaité.

Toutefois, il faut examiner d'une manière un peu moins simpliste qu'on ne le fait généralement cette question du rassemblement des forces d'opposition.

Les divers groupes se sont formés à des moments différents et ils se sont constitués sur des bases diverses. Certains se sont scindés et ces scissions ont laissé des rancunes qui rendent tout rapprochement difficile. De plus, il est nécessaire de tracer les limites de l'unification désirable. Là où des divergences fondamentales existent, il est évident que le travail commun n'est pas possible.

Que ceux qui ont encore des doutes sur le caractère de notre entreprise ou des craintes quant au journal que nous voulons faire nous consentent un court crédit : lorsque quelques numéros auront paru, notre physionomie et notre but seront tout à fait clairs. On saura qui nous sommes, ce que nous voulons, et tous ceux qui seront d'accord avec nous sur les points essentiels n'auront alors aucune excuse de nous refuser leur aide et de rester à l'écart. Nous croyons que là est la seule manière pratique de grouper tous les éléments de l'opposition susceptibles de collaborer utilement.

Pour nous, nous sommes et nous resterons tout à fait étrangers à toute préoccupation de secte ou de clan. *La Vérité* sera un journal très largement ouvert à tous ceux qui veulent travailler à l'épuration du communisme.

Au surplus, nous ne nous attarderons pas à de vaines récriminations ou à des retours sur le passé. Nous entendons nous mettre au travail tout de suite et il y aura place auprès de nous pour tous ceux qui voudront nous aider : ce n'est pas la besogne qui manquera. Nous voulons nous atteler, sans plus attendre, à la constitution d'une bibliothèque et d'un bureau de documentation.

Pour la bibliothèque, notre ami Marzet nous a fait don de la sienne. Nous disposons ainsi, au départ, d'un excellent fonds que nous compléterons à mesure que nos ressources nous le permettront.

Déjà avant la guerre, le besoin d'un service de documentation était ressenti dans les milieux ou-

vrriers. Il est utile en tout temps — mais particulièrement en cas de conflit — pour les ouvriers, de savoir exactement qui ils ont devant eux, d'être en mesure d'évaluer exactement les forces de l'adversaire. Aujourd'hui, à l'époque des grands cartels internationaux, cette information est plus que jamais nécessaire. La C.G.T.U. avait créé un bureau de documentation, mais ses dirigeants versatile, noyés dans leur intarissable bavardage, l'ont saboté comme ils ont saboté toutes les initiatives intéressantes.

Les camarades qui ont pris la charge de la bibliothèque et du bureau de documentation exposeront dans les prochains numéros ce qu'ils se proposent de faire. Dans ces deux domaines, les bonnes volontés pourront trouver leur emploi.

Nous n'étions pas encore nés qu'on nous a déjà reproché de manquer à notre programme, de procéder par affirmations péremptoires et de refuser toute discussion quand cela pouvait nous gêner. Cette critique nous a été faite à propos des quelques lignes que nous avons consacrées, dans notre feuille de lancement, à l'attitude de l'opposition devant le conflit sino-russe. Ces lignes, il faut les avoir lues trop vite ou avec de bien mauvaises lunettes ou dans un état d'esprit favorable aux déformations pour avoir pu les interpréter ainsi. Le fait que nous neitions que deux organes de l'opposition, l'un allemand, l'autre français, montrait qu'il s'agissait pour nous d'une affaire de famille. Si nous ne mentionnions pas l'article de Louzon, ce n'était certes pas qu'il fût négligeable, mais simplement parce qu'il n'engageait ni un camarade ni un groupe de l'opposition. On sait généralement que la situation des camarades de l'opposition russe est assez difficile, qu'ils sont exposés à la prison, à la déportation et à l'exil, que Staline les traque avec acharnement. Dans le cas présent, le danger était que l'on pu croire que les articles cités reflétaient les vues de l'opposition sur le conflit sino-russe. Nous avons dit brièvement et nettement, dès que nous en avons eu l'occasion, qu'il n'en était pas ainsi, parce que c'était vrai, parce que c'était urgent et nécessaire. C'est tout. Est-ce que cela prouve que nous nous refusons à discuter la question de l'Est chinois ? En aucune façon naturellement. Nous sommes d'autant plus disposés à discuter que, jusqu'à présent, ce sont seulement des vues opposées aux nôtres qui ont été exposées, que chaque fois qu'il nous a été possible de le faire, nous avons réussi à ramener à notre point de vue des camarades qui s'étaient laissés influencer par la thèse étrange d'un « impérialisme soviétique », que nous avons organisé une soirée de discussion spécialement réservée à ceux qui ont encore des doutes sur le sens du conflit. C'est d'ailleurs notre intention de provoquer, aussi souvent que cela sera possible, des débats sur les sujets controversés et, dans le journal même, une large place sera réservée à la discussion.

Il nous faut maintenant clore ces notes avant d'avoir pu parler de ce qui doit être leur objet principal, c'est-à-dire les conditions mêmes de l'existence du journal et de son développement. Nous avons déjà reçu un certain nombre de lettres apportant des suggestions, des observations, des conseils. Nous comptons en donner de larges extraits. Il faut les renvoyer à la semaine prochaine. Mais ce que nos amis doivent faire, sans tarder davantage, c'est se mettre en campagne pour recueillir abonnements et souscriptions, et, pour la province, organiser la vente au numéro. A Paris, une assez large distribution sera faite dans les kiosques et librairies, mais surtout ailleurs il nous faut compter sur l'aide et le dévouement de camarades qui se chargeront d'abord de faire connaître notre hebdomadaire, puis de lui gagner des lecteurs fidèles. Dans une ville comme Charleroi, nos camarades belges vendent chaque samedi 900 numéros du *Communiste*. On peut bien penser que de semblables résultats pourront aussi être obtenus en France.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC  
10, cité Nys, Paris-VI (Métro: 73-20)